



Industrie
Canada Industry
Canada

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA

PETITE

Vol. 7, n^o 4, février 2006

entreprise

www.strategis.gc.ca/trimestrielPME

GRANDES

tendances

■ Entre le troisième trimestre de 2004 et le trimestre correspondant de 2005, les petites entreprises (moins de 100 employés) ont créé 48 885 emplois, c'est-à-dire 27,4 % des emplois nets créés dans l'économie canadienne, ce qui représente une hausse de 12,8 % par rapport au trimestre précédent.

■ Il y avait 2,25 millions d'établissements commerciaux en juin 2005, soit une baisse de 4,2 % par rapport à juin 2004.

■ On a enregistré 1 651 faillites commerciales au troisième trimestre de 2005 (le niveau le plus bas en 18 ans), soit une diminution de 8,1 % par rapport au trimestre correspondant de 2004.

■ Les prêts en cours consentis aux entreprises¹ par les banques à charte se sont chiffrés à 99,6 milliards de dollars au troisième trimestre de 2005, soit une hausse de 7,2 % par rapport au trimestre correspondant de 2004. Les prêts de moins de 500 000 \$ constituaient 19,1 % de l'ensemble des prêts accordés aux entreprises.

■ Il y avait 2,54 millions de travailleurs indépendants au quatrième trimestre de 2005, soit une hausse de 3,2 % par rapport au trimestre correspondant de 2004 et de 2 % par rapport au trimestre précédent.

¹ Ce chiffre n'inclut pas les hypothèques non résidentielles, les prêts agricoles et les engagements des clients au titre d'acceptations.

PLEINS FEUX SUR L'EXPORTATION :

performance des exportateurs au chapitre de la création d'emplois, 1993-2002

Dans le cadre de son programme de recherche continu sur les entreprises en croissance, la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada a récemment terminé une étude sur la performance des exportateurs et des entreprises exportatrices à forte croissance¹, au chapitre de la création d'emplois, selon la taille de l'entreprise. Cette étude a fait appel à un ensemble de données couplées de Statistique Canada² pour réaliser une analyse, au niveau de l'entreprise, de l'univers des entreprises avec employés rémunérés³ entre 1993 et 2002.

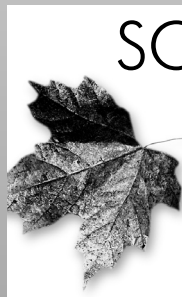
À l'exception des entreprises en démarrage, 325 000 entreprises avec employés rémunérés étaient en exploitation entre 1993 et 2002; elles ont créé un million d'emplois nets au cours de cette période. Le processus de roulement (effet net du démarrage et de la fermeture d'entreprises) a donné lieu à la création de 900 000 emplois nets. Sur les 325 000 entreprises en exploitation continue, 18 000 se livraient à l'exportation et étaient à l'origine de près de la moitié des emplois nets créés par les entreprises en exploitation continue (475 000 emplois nets), même si elles représentaient moins de 6 % des entreprises en exploitation continue. Étant donné que les exportations canadiennes ont plus que doublé entre 1993 et 2002, on s'attendait à ce que les exportateurs contribuent davantage à la création d'emplois, mais ils ont créé bien plus d'emplois que prévu par rapport aux non-exportateurs au cours de cette période.

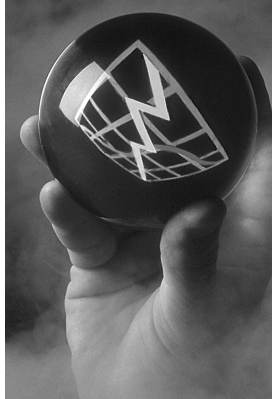
Les entreprises exportatrices à forte croissance jouent un rôle encore plus important dans la création d'emplois. Parmi les quelque 55 000 entreprises à forte croissance, seulement 8 % étaient des exportateurs, alors qu'elles étaient responsables de 38 % des emplois nets créés par les entreprises à forte croissance.

(suite à la page 2)

SOMMAIRE

<i>Établissements commerciaux</i>	2
<i>Création d'emplois</i>	4
<i>Faillites commerciales</i>	5
<i>Coup d'œil sur l'économie</i>	5
<i>Travail indépendant</i>	5
<i>Financement</i>	6
<i>Faits nouveaux</i>	8

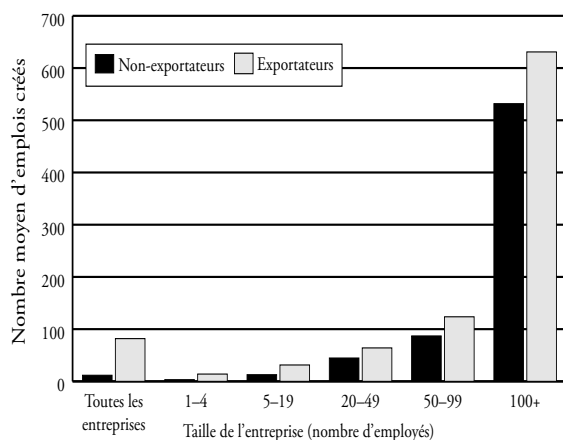




(suite de la page 1)

Comme on le voit à la figure 1, le nombre moyen d'emplois nets créés par les entreprises à forte croissance était plus élevé pour les exportateurs que pour les non-exportateurs. Si l'on examine le nombre d'emplois nets créés pour les entreprises de toutes tailles, l'écart entre les exportateurs et les non-exportateurs est plus élevé que l'écart dans chaque catégorie de taille d'entreprise. Ceci est attribuable à la répartition des exportateurs et des non-exportateurs dans les catégories de taille d'entreprise : les exportateurs représentent une plus grande proportion d'entreprises comptant plus de 100 employés que les non-exportateurs. Toutefois, l'écart entre les exportateurs et les

Figure 1 : Nombre moyen d'emplois créés par les entreprises à forte croissance, selon la taille de l'entreprise (1993) et la situation en matière d'exportation (en 2002), 1993–2002



Source : Statistique Canada, Données couplées du Registre des exportateurs et du Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE), 1993–2002.

non-exportateurs est proportionnellement plus élevé dans les catégories des entreprises de petite taille. Par ailleurs, les petites entreprises ont créé plus d'emplois par dollar d'exportation que les grandes entreprises.

Ces résultats confirment que les exportateurs jouent un rôle de premier plan dans l'économie canadienne et indiquent que les entreprises exportatrices à forte croissance s'avèrent d'extraordinaires créateurs d'emplois. Ils donnent également à penser que l'adoption d'une stratégie qui privilégie l'exportation peut avoir une incidence très appréciable sur la croissance des petites entreprises, qui sont sous-représentées parmi les entreprises exportatrices. Selon cette étude, une augmentation du nombre de petites entreprises qui adoptent des stratégies privilégiant à la fois l'exportation et une forte croissance aurait des retombées considérables pour les entreprises et l'économie.

On peut obtenir des résultats additionnels en consultant l'étude intitulée *Pleins feux sur l'exportation : performance des exportateurs au chapitre de la création d'emplois, 1993–2002*, à www.strategis.gc.ca/recherchepe.

¹ Par forte croissance, on entend une augmentation de l'emploi d'au moins 50 % au cours des quatre premières années de la période visée.

² Cet ensemble de données couplées a été établi d'après le Registre des exportateurs et le Programme d'analyse longitudinale de l'emploi (PALE). Le Registre des exportateurs est un fichier de données administratives qui porte sur toutes les exportations de marchandises (produits); le PALE est un fichier longitudinal qui renferme des données sur l'emploi des entreprises comptant des employés rémunérés.

³ Les entreprises avec employés rémunérés sont des entreprises qui ont un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada.

ÉTABLISSEMENTS *commerciaux*

Selon le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, le nombre d'établissements commerciaux¹ au Canada s'est établi à près de 2 248 000 en juin 2005, soit une diminution de 4,2 % par rapport au niveau de juin 2004. Pendant cette même période, le nombre d'entreprises indéterminées² a diminué de plus de 100 000, soit une baisse de 7,4 %. Parallèlement, le nombre d'entreprises avec salariés a augmenté d'environ 1 950 par rapport aux 1 046 345 enregistrées en juin 2004, ce qui représente une augmentation d'à peine 0,2 %. Cette variation est due à une augmentation de 0,1 % du nombre de petites entreprises (moins de 100 employés), de 3,9 % du nombre de moyennes entreprises

(de 100 à 499 employés) et de 1,6 % du nombre de grandes entreprises (500 employés et plus).

Le tableau 1 présente la distribution des établissements commerciaux selon la taille (nombre d'employés) et le secteur industriel. En juin 2005, les petites entreprises représentaient près de 98 % des établissements avec salariés. Parmi elles, les micro-entreprises (moins de 5 employés) étaient les plus nombreuses, soit 56,5 % du total des entreprises avec salariés. Les établissements comptant de 5 à 49 employés représentaient quant à elles 38,0 % du total et les établissements comptant de 50 à 99 employés représentaient seulement 3,1 % du total, soit environ 32 000 établissements.

(suite à la page 3)

Plus du tiers des petits établissements commerciaux œuvraient dans trois secteurs, soit celui des services professionnels, scientifiques et techniques, le secteur de la construction et celui du commerce de détail. Par ailleurs, ces trois secteurs représentaient à eux seuls plus du tiers des micro-entreprises. Les entreprises de taille moyenne étaient quant à elles concentrées dans les secteurs manufacturier (20 %) et du commerce de détail (13 %).

¹ Pour qu'un établissement commercial soit compté dans le *Registre des entreprises* de Statistique Canada, il faut que l'entreprise à laquelle il appartient réponde à l'un des critères suivants : compter au moins un employé rémunéré (retenues sur la paie remise à l'Agence du revenu du Canada), avoir un chiffre d'affaires annuel d'au moins 30 000 \$ ou être constituée en société et avoir produit au moins une déclaration fédérale de revenus des sociétés au cours des trois dernières années. Plusieurs établissements commerciaux peuvent appartenir à une même entreprise, et chaque entreprise possède au moins un établissement commercial.

² La catégorie « Entreprises indéterminées » comprend les établissements constitués ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.

Tableau 1 : Distribution des établissements commerciaux selon le nombre d'employés et l'industrie, juin 2005

Industrie	Établissements avec salariés												
	Total général	Entreprises indéterminées ¹	Total	Nombre d'employés								Distribution (%)	
				1-4	5-9	10-19	20-49	50-99	100-199	200-499	500+	1-99	100-499
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	195 039	136 867	58 172	44 184	7 016	3 957	2 182	559	202	63	9	5,7	1,2
Exploitation minière, pétrolière et gazière	15 712	7 148	8 564	4 957	1 153	929	813	349	195	117	51	0,8	1,4
Services publics	2 037	806	1 231	539	206	168	139	61	42	39	37	0,1	0,4
Construction	259 064	145 290	113 774	72 852	17 953	11 293	7 727	2 482	984	379	104	11,0	6,0
Secteur manufacturier	97 454	36 744	60 710	25 014	9 183	8 209	8 647	4 744	2 900	1 603	410	5,5	20,0
Commerce de gros	115 232	52 076	63 156	30 837	11 924	9 404	7 449	2 209	933	336	64	6,0	5,6
Commerce de détail	216 120	81 917	134 203	60 047	32 101	22 038	12 699	4 283	2 137	794	104	12,8	13,0
Transport et entreposage	X109 999	63 751	46 248	30 327	5 980	4 197	3 464	1 265	535	352	128	4,4	3,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	31 501	17 863	13 638	6 806	2 143	1 757	1 698	635	329	182	88	1,3	2,3
Finance et assurances	92 052	57 901	34 151	17 009	5 544	4 633	4 875	1 040	541	331	178	3,2	3,9
Services immobiliers, location et location à bail	172 965	131 479	41 486	25 092	6 836	4 566	3 233	1 050	434	205	70	4,0	2,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	313 374	196 285	117 089	81 214	15 843	9 956	6 656	2 012	884	404	120	11,3	5,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	83 282	65 856	17 426	10 261	2 526	1 892	1 493	621	350	194	89	1,6	2,4
Services administratifs et de soutien, gestion des déchets et services d'assainissement	105 568	57 465	48 103	27 141	8 124	5 781	4 189	1 541	742	435	150	4,6	5,2
Services d'enseignement	22 044	10 265	11 779	6 069	1 862	1 450	1 073	417	253	228	427	1,1	2,1
Soins de santé et assistance sociale	95 605	12 891	82 714	46 607	15 718	9 827	5 948	2 107	1 301	797	409	7,8	9,3
Arts, spectacles et loisirs	41 930	23 683	18 247	9 422	3 225	2 442	1 926	720	327	141	44	1,7	2,1
Hébergement et services de restauration	107 292	33 177	74 115	28 293	14 206	14 010	11 804	4 251	1 177	309	65	7,1	6,6
Autres services (sauf les administrations publiques)	163 961	68 346	95 615	63 808	16 460	9 138	4 512	1 098	413	144	42	9,3	2,5
Administrations publiques	7 930	65	7 865	2 215	1 530	1 092	1 222	656	464	359	327	0,7	3,6
Tous les secteurs industriels	2 248 161	1 199 875	1 048 286	592 694	179 533	126 739	91 749	32 100	15 143	7 412	2 916	100,0	100,0
Proportion des établissements avec salariés			100 %	56,5 %	17,1 %	12,1 %	8,8 %	3,1 %	1,4 %	0,7 %	0,3 %		

Source : Statistique Canada, *Registre des entreprises*, juin 2005.

¹ La catégorie « entreprises indéterminées » comprend les établissements constitués ou non en société qui ne sont pas titulaires d'un compte de retenues sur la paie auprès de l'Agence du revenu du Canada. Leur effectif peut être constitué de travailleurs contractuels, de membres de la famille et/ou des propriétaires.



CRÉATION *d'emplois*

Selon les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* de Statistique Canada, près de 179 000 emplois nets (emplois rémunérés) ont été créés entre le troisième trimestre de 2004 et celui de 2005, soit une augmentation de 1,3 %. Cette hausse est similaire à celle de 1,2 % réalisée entre les troisième trimestres de 2003 et de 2004 (159 000 emplois créés).

Le tableau 2 révèle que les grandes entreprises (500 employés et plus) sont responsables de 61,6 % de la croissance nette de l'emploi enregistrée entre le troisième trimestre de 2004 et celui de 2005, comparativement à 27,4 % pour les petites entreprises (moins de 100 employés) et 11,1 % pour les entreprises moyennes (de 100 à 499 employés). La contribution des petites entreprises à la croissance de l'emploi au cours de la période la

plus récente a été beaucoup plus importante que celle enregistrée entre le troisième trimestre de 2003 et celui de 2004.

La partie inférieure du tableau présente une ventilation de la variation nette de l'emploi rémunéré selon la province ou le territoire et la taille de l'entreprise. C'est au Yukon (4,8 %), en Alberta (3,0 %) et en Nouvelle-Écosse (2,7 %) que les taux de croissance de l'emploi ont été les plus élevés entre le troisième trimestre de 2004 et le trimestre correspondant de 2005. Parallèlement, c'est en Ontario et en Alberta que l'on a enregistré le plus de nouveaux emplois (69 540 et 44 052, respectivement). Durant cette période, ce sont les grandes entreprises qui ont affiché le taux de croissance de l'emploi le plus important, soit 1,9 %, comparativement à 0,9 % pour les petites et moyennes entreprises.

Tableau 2 : Variation nette sur 12 mois¹ de l'emploi rémunéré², selon la province ou le territoire, troisième trimestre de 2005

Trimestre	Variation		% de la contribution à la variation totale selon la taille de l'entreprise (nombre d'employés)								
	%	Emplois	0-4	5-19	20-49	50-99	0-99	100-299	300-499	100-499	500+
T3 2004	1,2	158 951	-19,1	59,9	-10,2	-30,3	0,3	-9,6	3,1	-6,5	106,3
T4 2004	1,2	160 950	-12,1	58,6	-13,5	-33,1	-0,2	0,4	-0,7	-0,2	100,4
T1 2005	1,2	156 058	-7,7	32,9	-21,6	-31,1	-27,6	6,6	11,4	18,0	109,6
T2 2005	1,2	157 368	-3,9	-6,0	12,4	10,3	12,8	25,0	-20,2	4,7	82,4
T3 2005	1,3	178 674	3,9	-3,0	14,6	11,8	27,4	18,2	-7,2	11,1	61,6
Province ou territoire			Taux de croissance (%)								
Terre-Neuve-et-Labrador	-4,3	-8 546	-4,3	-2,3	1,8	-3,0	-1,8	4,5	-6,1	0,9	-7,8
Île-du-Prince-Édouard	1,6	1 084	0,3	-6,0	8,7	-5,7	-0,9	8,9	-28,9	-2,7	6,1
Nouvelle-Écosse	2,7	10 107	0,0	-2,1	0,4	2,0	-0,2	3,5	16,1	6,8	3,8
Nouveau-Brunswick	-0,8	-2 534	-2,7	-2,6	-2,0	1,7	-1,7	6,8	-3,5	4,1	-1,4
Québec	0,8	26 656	1,1	0,8	2,3	1,6	1,4	-0,2	-6,4	-2,0	1,3
Ontario	1,3	69 540	-0,1	-0,5	0,9	1,7	0,4	2,3	-3,1	0,7	2,3
Manitoba	0,5	2 756	-1,6	-1,2	1,3	-2,3	-0,8	-1,5	-3,3	-2,0	2,4
Saskatchewan	2,1	8 329	0,2	-0,1	0,9	3,0	0,8	8,7	-3,6	4,7	2,5
Alberta	3,0	44 052	1,7	-0,5	3,0	1,0	-1,7	3,4	9,2	4,9	4,3
Colombie-Britannique	1,6	26 328	2,9	0,1	3,2	4,9	-2,2	3,3	0,4	2,4	0,3
Territoire du Yukon ³	4,8	807	4,7	3,4	-11,8	6,3	0,0	31,5	—	—	—
Territoires du Nord-Ouest ³	0,5	106	4,5	-2,0	-8,0	-15,3	-6,0	17,7	—	—	—
Nunavut ³	-0,1	-10	13,8	-1,4	-6,3	22,2	5,4	13,1	—	—	—
Total – Canada	1,3	178 674	0,7	-0,3	1,7	1,8	0,9	2,2	-2,1	0,9	1,9

Source : Statistique Canada, *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures*, décembre 2005.

¹ La variation nette sur 12 mois de l'emploi rémunéré correspond à la différence entre le niveau d'emplois à un trimestre donné et le niveau d'emploi du trimestre correspondant de l'année précédente.

² Les données de l'*Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures* excluent les travailleurs indépendants qui ne touchent pas de salaire et les employés des industries suivantes : agriculture; pêche et piégeage; services de ménages privés; organismes religieux; et services militaires de défense. Les données ventilant l'emploi selon la taille des entreprises ne comprennent pas non plus les entreprises non classifiées.

³ Les données se rapportant aux entreprises qui comptent 300 employés ou plus dans les territoires sont supprimées par souci de confidentialité, mais elles sont incluses dans les totaux se rapportant à la taille de l'entreprise et au territoire.

Données au 10 janvier 2006

FAILLITES *commerciales*

Avec 1 651 entreprises faillies au troisième trimestre 2005, les faillites commerciales ont atteint leur plus bas niveau en 18 ans, suite logique de la baisse observée ces derniers trimestres. Cela représente une diminution de 8,1 % par rapport à la même période en 2004 (1 796 faillites), poursuivant ainsi la tendance à la baisse amorcée en 2002. Les faillites commerciales ont également reculé de 18,2 % par rapport au deuxième trimestre de 2005 (2 018). Quatre secteurs comptaient à eux seuls pour la moitié de ces faillites, soit ceux de la construction (282), de la vente au détail (221), de l'hébergement et de la restauration (208) et de la fabrication (170).

Le passif lié aux faillites a également connu une importante diminution (-34 %) par rapport au troisième trimestre de 2004, passant de 1,034 milliard à 682 millions de dollars. Parallèlement, le passif moyen par entreprise faillie a reculé de 28 %, se chiffrant à 413 000 \$. Le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises présentait le plus important passif moyen, soit 2,3 millions de dollars pour seulement 10 entreprises faillies. Le passif moyen était également élevé dans le secteur manufacturier et dans celui de la vente de gros, soit environ 960 000 \$ par entreprise faillie. Par contre, le passif moyen du secteur de la construction, qui représentait la plus grande partie des faillites commerciales (17 %), était de 246 000 \$, bien en deçà du passif moyen pour l'ensemble des secteurs.

TRAVAIL *indépendant*

A l'aide des données de l'*Enquête sur la population active* de 2004 de Statistique Canada, on comparé le profil des travailleurs indépendants en 1989 et en 2004, selon leurs heures de travail habituelles (voir le tableau 3).

Tout comme leurs homologues salariés, les travailleurs indépendants passent moins de temps au travail qu'auparavant. En l'espace de quinze ans, ils ont réduit de deux heures leur temps de travail hebdomadaire (comparativement à une heure pour les employés). En 2004, ils ont travaillé en moyenne 41,7 heures par semaine, comparativement à 43,6 heures en 1989. Bien que les travailleurs indépendants passent toujours largement plus d'heures par semaine au travail que les employés, l'écart entre les deux groupes de travailleurs s'est quelque peu réduit, passant de 7 heures par semaine en 1989 à 6,2 heures en 2004.

Cette baisse s'explique en partie par la diminution de la proportion de travailleurs indépendants qui travaillent 40 heures et plus par semaine, en particulier ceux qui font 50 heures et plus. Ceci laisse entendre qu'en proportion, de moins en moins de travailleurs indépendants

(suite à la page 6)

Produit intérieur brut (PIB) réel du Canada. Le PIB réel a progressé à un taux annualisé de 3,6 % au cours du troisième trimestre de 2005, soit une hausse par rapport au taux de 3,4 % enregistré au trimestre précédent. Cette croissance supérieure est attribuable à une augmentation marquée des exportations (10,4 %), qui a donné lieu à une contribution positive à la croissance des exportations nettes. Les dépenses intérieures ont augmenté de 3,9 % et demeurent le principal facteur contribuant à la croissance globale. En ce qui a trait aux entreprises, leurs bénéfices (avant impôts) ont augmenté de 23,6 % pour atteindre un niveau record de 14,4 % du PIB. En ce qui a trait aux particuliers, le revenu personnel disponible a augmenté de 4 %, tandis que le taux d'épargne s'élevait à -0,2 %, soit un taux négatif pour un troisième trimestre de suite.

Dépenses de consommation. Les dépenses de consommation ont augmenté de 2,4 %, après avoir augmenté de 3,2 % au trimestre précédent. Les achats de biens durables et de services sont à l'origine de cette hausse.

Investissement dans l'habitation. L'investissement dans l'habitation a connu une hausse de 2,8 %, après avoir augmenté de 7,8 % au trimestre précédent. Les faibles taux hypothécaires, l'augmentation des revenus et la confiance des consommateurs ont continué de soutenir l'activité dans le secteur de l'habitation. Les mises en chantier au quatrième trimestre sont demeurées élevées, avec une moyenne de 220 000, ce qui est toutefois inférieur au niveau de 227 000 enregistré au trimestre précédent. En 2005, le nombre total de mises en chantier s'est élevé à 223 900 unités, soit une baisse de 4,1 % par rapport à 2004, mais le deuxième niveau le plus élevé depuis 1998.

Investissement des entreprises dans les machines et le matériel. Ce type d'investissement a augmenté de 12,5 % au troisième trimestre, stimulé par les bénéfices record des entreprises et un taux élevé d'utilisation de la capacité. La forte croissance au troisième trimestre a fait suite à un gain trimestriel moyen de près de 11 % au cours des quatre trimestres précédents. La forte croissance de l'investissement dans les machines et le matériel augure bien pour la croissance de productivité. La construction non résidentielle a affiché une forte progression – de 11,9 % pour le troisième trimestre de suite – après une année de faible croissance.

Bénéfices des sociétés (avant impôts). Les bénéfices des sociétés (avant impôts) ont grimpé à un taux moyen annuel de 17,6 % au cours des neuf derniers trimestres, enregistrant un gain de 23,6 % au troisième trimestre – un niveau record pour ce qui est de leur montant et de leur proportion du PIB. La hausse du prix de l'énergie a eu une incidence importante sur les bénéfices des sociétés, en particulier dans l'industrie minière et celle des combustibles minéraux. Les bénéfices dans le secteur financier se sont également accélérés au troisième trimestre. Les bénéfices des entreprises manufacturières étaient inégaux. Ils ont en effet augmenté dans le secteur des véhicules et des pièces automobiles, ainsi que dans le secteur du pétrole et du charbon, mais on a observé une faiblesse marquée dans les autres industries manufacturières en raison de la hausse du prix du pétrole, de l'augmentation du coût des autres facteurs de production et de l'appréciation du dollar canadien.

Excédent du compte courant. L'excédent du compte courant s'établissait à 37,2 milliards de dollars (valeur annualisée) au troisième trimestre, soit 17,6 milliards de plus qu'au trimestre précédent. Il s'agissait du 25^e excédent trimestriel de suite.

PIB réel par industrie (aux prix de base¹). Le PIB réel par industrie aux prix de base a augmenté de 0,2 % en octobre, après être demeuré stable en septembre et avoir augmenté de 0,6 % en août. La hausse d'octobre était principalement attribuable à une reprise de la production manufacturière, en particulier celle de véhicules automobiles.

¹ Le PIB mesuré aux prix du marché est calculé selon le prix d'acquisition, qui inclut les taxes payées. Le PIB aux prix de base représente le PIB calculé selon les prix du marché, moins les taxes payées sur les produits, plus les subventions à la consommation.

(suite à la page 7)



(suite de la page 5)

choisissent de travailler davantage que les 40 heures d'une semaine normale.

On retrouve cette même tendance dans toutes catégories de travailleurs indépendants. Toutefois, la baisse de la représentation de ceux qui travaillent 50 heures et plus a été particulièrement importante, surtout chez les travailleurs indépendants avec aide rémunérée et dont l'entreprise est constituée en société. Ainsi, contrairement à ce qui se passait en 1989, la proportion de ceux qui travaillent 50 heures et plus est maintenant passée en

dessous de la barre des 50 % dans toutes les catégories de travailleurs indépendants.

Notons également que, tant en 1989 qu'en 2004, les travailleurs indépendants avec aide rémunérée passent en moyenne plus de temps au travail que ceux qui n'ont recours à aucune aide, un écart expliqué en partie par la nécessité de consacrer du temps à la gestion de ressources humaines. Ainsi, ils sont beaucoup plus susceptibles de travailler plus que les 40 heures d'une semaine normale.

Tableau 3 : Répartition des travailleurs indépendants¹ en 1989 et en 2004, en pourcentage, selon le nombre d'heures de travail par semaine

Nombre habituel d'heures de travail par semaine	Employés		Travailleurs indépendants		Entreprise constituée en société				Entreprise non constituée en société			
					Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée		Avec aide rémunérée		Sans aide rémunérée	
	1989	2004	1989	2004	1989	2004	1989	2004	1989	2004	1989	2004
1-14	5,5	5,3	9,5	8,1	2,0	2,6	4,6	5,8	2,7	2,3	15,0	12,3
15-29	10,7	12,8	9,6	12,5	3,7	6,2	8,3	10,6	5,3	7,0	13,6	17,1
30-34	4,7	6,8	6,6	7,6	3,2	4,6	5,9	7,2	4,9	5,8	8,9	9,5
35-39	21,3	24,3	4,7	6,3	4,2	4,8	4,8	6,9	4,1	5,5	5,1	7,1
40	43,9	40,2	22,5	21,3	25,3	23,3	29,7	24,3	23,1	21,4	21,0	19,6
41-49	6,6	6,0	8,0	8,3	9,6	10,6	7,5	9,0	9,6	9,1	6,9	7,0
50 ou plus	7,3	4,6	39,2	35,8	52,0	47,9	39,2	36,2	50,2	48,9	29,6	27,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Moyenne (en heures)	36,6	35,5	43,6	41,7	49,5	47,6	45,2	42,9	49,8	48,0	38,9	37,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, tableaux spéciaux.

¹ Les travailleurs familiaux non rémunérés ne sont pas inclus dans ce tableau à cause de leur nombre relativement pour élevé.

FINANCEMENT

Faire croître les entreprises de demain : Les investissements en capital de risque dans les entreprises en début de croissance au Canada – obstacles et perspectives

Depuis le milieu des années 1990, on assiste à une augmentation du volume des investissements en capital de risque (CR) dans les entreprises en début de croissance¹, et ce, dans de nombreux secteurs d'innovation. En effet, il semble que l'industrie ait effectué un virage fondamental au cours de cette période, se concentrant sur les entreprises en début de croissance plutôt que sur les entreprises plus matures.

Ces tendances et d'autres questions clés sont examinées dans la nouvelle étude intitulée *Faire croître les entreprises de demain : Les investissements en capital de risque dans les entreprises en début de croissance au Canada – obstacles et perspectives*, préparée par Macdonald & Associates pour Industrie Canada. Cette étude

examine le marché de l'investissement de CR dans les entreprises en début de croissance à partir d'une analyse statistique des tendances du marché et d'une série d'entrevues avec des professionnels de haut niveau du CR.

Selon les principaux résultats, les investissements en début de croissance ont augmenté de façon spectaculaire depuis 1996, enregistrant une forte progression au chapitre du nombre des entreprises financées et du montant total de CR investi chaque année. En 1996, les investissements en début de croissance représentaient 38 % de l'ensemble des entreprises financées et 32 % du total du CR investi, mais ils ont augmenté considérablement pour atteindre 56 % et 50 %, respectivement, en 2004. Malgré ces hausses, l'injection moyenne de capital en début de croissance au Canada a été généralement moins de la moitié de l'injection moyenne enregistrée aux États-Unis.

La deuxième partie de l'étude comportait des entrevues avec des professionnels de haut niveau du CR sur les progrès du marché et

Données au 10 janvier 2006

(suite de la page 5)

les obstacles que rencontre l'industrie. Ils ont établi un lien entre le changement de cap au profit des investissements en début de croissance et la création de fonds de CR spécialisés dans ce segment. Tout en insistant sur l'importance cruciale de ce virage, ils ont également mis en évidence les obstacles auxquels se heurtent les investisseurs en début de croissance. Lorsqu'on leur a demandé d'établir la liste de ces obstacles, les professionnels canadiens et américains du CR ont cité en tête de liste le manque de gestionnaires de fonds de CR possédant les compétences et l'expérience requises, le manque d'envergure des fonds de CR et la sous-capitalisation des transactions de CR en début de croissance (voir la figure 2).

Les gestionnaires professionnels se sont également penchés sur le rôle des gouvernements fédéral et provinciaux, faisant remarquer que la politique publique doit mieux appuyer le développement du marché. Parmi leurs recommandations, mentionnons les suivantes : encourager une plus grande participation des institutions sur le marché, aider les organismes d'investisseurs providentiels locaux et supprimer les obstacles fiscaux et juridiques qui entravent indûment les syndicats de transactions transfrontalières.

Pour obtenir de plus amples renseignements et consulter la présente étude et d'autres, visitez le site Web Recherche et politique de la petite entreprise, à www.strategis.ic.gc.ca/capitalderisque.

¹ Le financement en début de croissance peut être décrit comme un capital de risque ou une autre forme de capital à risque privé accordé à une jeune entreprise ou à une nouvelle entreprise afin de faciliter sa croissance et son développement.

Figure 2 : Principaux obstacles aux investissements en début de croissance au Canada

Évaluation de leur importance par les gestionnaires professionnels
(5 = très important, 1 = pas important)

Trop peu de gestionnaires de fonds possèdent les compétences et l'expérience requises.	4,4
Les fonds de CR en début de croissance manquent d'envergure.	4,3
Les entreprises en début de croissance sont sous-capitalisées par rapport à leurs concurrents.	4,3
Trop peu de fonds de CR ciblent les entreprises en début de croissance.	4,2
Trop peu de gestionnaires expérimentés sont aptes à bâtir des entreprises.	3,9
Trop peu de gestionnaires de fonds de CR ont une expertise sectorielle.	3,5
Il n'y a pas suffisamment de co-investisseurs, surtout pour le financement subséquent.	3,2
Il y a trop peu d'entrepreneurs expérimentés.	3,2
Relativement à la liquidité du capital de risque, l'éventail d'options est trop restreint.	2,8
Les entités qui investissent en début de croissance ont des critères trop restrictifs.	2,8
L'aide gouvernementale à l'amorce du processus d'investissement en début de croissance est insuffisante.	2,5
L'infrastructure du marché ne peut pas assurer un flux constant de transactions de qualité.	2,4
La réglementation entrave l'adoption de la propriété intellectuelle et les essais de prototypes.	1,7

Source : Macdonald & Associates Ltd.

Emploi. Le nombre d'emplois a augmenté de 223 400 (1,4 %) en 2005. Il n'a presque pas changé en décembre, l'augmentation de 36 000 emplois à temps plein compensant la perte de 38 000 emplois à temps partiel. Au cours du mois, les gains réalisés dans les secteurs des finances, de l'assurance, de l'immobilier, du crédit-bail ainsi que des services professionnels, scientifiques et techniques ont été largement contrebalancés par les pertes enregistrées dans d'autres services ainsi que dans les soins de santé et l'aide sociale. En 2005, la croissance la plus forte de l'emploi a été observée dans les services d'enseignement (89 100, ou 8,4 %) et la construction (56 600, ou 5,7 %). Le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier a diminué de 4,4 % en 2005, soit 100 000 emplois. Après avoir atteint un sommet en novembre 2002, l'emploi dans le secteur manufacturier a baissé de 152 000. En décembre, le taux de chômage a augmenté de 0,1 % pour atteindre 6,5 % car un nombre accru de personnes sont arrivées sur le marché du travail à la recherche d'un emploi.

Indice des prix à la consommation (IPC). L'inflation (variation des prix d'une année à l'autre) s'élevait à 2 % en novembre, soit une baisse par rapport au taux de 2,6 % enregistré en octobre en raison de la diminution du prix de l'essence. Le taux d'inflation de base, qui exclut les éléments de l'IPC dont le prix est le plus volatil et les taxes indirectes, était de 1,6 %, en baisse par rapport au taux de 1,7 % enregistré en octobre. Il demeure toutefois sous le point milieu de la fourchette cible officielle de 1 à 3 % visée par la politique monétaire.

Perspectives économiques. Les perspectives économiques demeurent positives malgré la hausse des taux d'intérêt et la tendance à la hausse du dollar canadien. Les perspectives de croissance pour 2005 demeurent au alentours de 2,9 % et, selon l'enquête du *Consensus Forecast* de décembre, la croissance devrait être de 3 % en 2006. Malgré l'appréciation du dollar, la forte demande mondiale de produits de base et les faibles taux d'intérêt ont soutenu la croissance de l'économie canadienne. La solide croissance économique américaine (estimée à 3,6 % en 2005) a également aidé l'économie canadienne. L'économie américaine devrait demeurer robuste et connaître un taux de croissance de 3,4 % en 2006.

Banque du Canada. Le 6 décembre, la Banque du Canada a augmenté son taux directeur de 25 points de base pour le porter à 3,25 %. Elle a indiqué que l'évolution de l'économie canadienne et mondiale correspond essentiellement à ses attentes. Aux États-Unis, la Réserve fédérale a encore haussé le taux des fonds fédéraux. Ce taux a en effet augmenté de 25 points de base le 13 décembre pour atteindre 4,25 %, ce qui est bien supérieur au taux de 1 % enregistré en juin 2004 quand il a commencé à être resserré. Dans sa dernière déclaration, la Réserve fédérale a indiqué que l'expansion économique aux États-Unis semblait solide et a fait allusion à d'autres augmentations des taux pour maintenir la stabilité des prix au besoin.

Dollar canadien. Le huard a clôturé à 0,86 \$US à midi le 10 janvier 2006. Il s'agit d'une hausse d'environ 9 % depuis la mi-mai 2005. Cette tendance à la hausse est principalement attribuable à l'augmentation des prix de l'énergie.

La rubrique « Coup d'œil sur l'économie » est préparée par la Direction générale de l'analyse de la politique micro-économique d'Industrie Canada. Veuillez faire part de vos commentaires à Jenness Cawthray, par téléphone au (613) 952-6401 ou par courriel à cawthray.jenness@ic.gc.ca

FAITS *nouveaux*

Principales statistiques relatives aux petites entreprises

La sixième édition de *Principales statistiques relatives aux petites entreprises*, qui fournit des données de base sur le secteur des petites entreprises au Canada, vient d'être publiée. Elle inclut des données à jour et du texte dans de nombreuses sections, ainsi que les résultats du Sondage sur l'innovation de 2003.

Principales statistiques relatives aux petites entreprises a été élaboré pour la première fois en 2001, en réponse à la demande de statistiques sur le secteur des petites entreprises au Canada. Ce document est mis à jour deux fois par an et on peut le consulter dans la section « Statistiques » du site Web de Recherche et politique de la petite entreprise, à www.strategis.ic.gc.ca/statistiquespe.

Bulletin trimestriel sur la petite entreprise – Direction générale de la politique de la petite entreprise

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par la Direction générale de la politique de la petite entreprise d'Industrie Canada. Cette publication facile à lire donne un aperçu de la performance récente du secteur de la petite entreprise au Canada.

Si vous souhaitez vous y abonner, faites parvenir votre demande à l'adresse prg-sbpb@ic.gc.ca. Si vous avez des questions ou des commentaires concernant le contenu, veuillez en faire part au rédacteur :

Rova Rabemananjara
Courriel : rabemananjara.rova@ic.gc.ca

Direction générale de la politique de la petite entreprise
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Téléphone : (613) 941-1462
Télécopieur : (613) 946-1035
Site Web : www.strategis.gc.ca/recherchepe

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec Industrie Canada ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez faire la demande par courriel (copyright.droitdauteur@communication.gc.ca).

ISSN 1205-9099

54293B



10 %

Conférence sur les chaînes d'approvisionnement mondiales

La Conférence sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, organisée par Industrie Canada, a eu lieu les 15 et 16 février 2006 à Ottawa, en Ontario. Cette conférence avait pour but d'examiner l'importance de la croissance des chaînes d'approvisionnement mondiales et leur utilisation par les entreprises canadiennes. La conférence a réuni des universitaires bien informés et des chefs d'entreprise qui ont fait part de leur point de vue sur les obstacles qui empêchent les entreprises canadiennes de faire partie des chaînes d'approvisionnement mondiales, les possibilités qui s'offrent à elles et les répercussions sur l'élaboration de politiques.

La conférence a décrit en détail le paradigme de la chaîne d'approvisionnement mondiale et a abordé des sujets comme :

- la participation du Canada aux chaînes d'approvisionnement mondiales et l'incidence sur les politiques;
- la gestion et la logistique des chaînes d'approvisionnement;
- les petites et moyennes entreprises dans les chaînes d'approvisionnement mondiales;
- l'incidence des chaînes d'approvisionnement mondiales sur les stratégies de commercialisation et d'innovation des entreprises;
- les chaînes d'approvisionnement mondiales dans les marchés émergents;
- les répercussions sociales des chaînes d'approvisionnement mondiales sur les compétences et les consommateurs;
- les chaînes d'approvisionnement mondiales dans les industries pharmaceutiques et de l'aérospatiale.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la conférence, visitez le site

www.strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ingsc-gcsf.nsf/fr/Home.